

dé pourvoir à l'exploration des lignes entre Alaska et le Canada; le gouvernement espère qu'il ne sera pas nécessaire de tout dépenser, mais il est bon de l'avoir en mains, dans le cas où il serait requis.

Le TRÈS-HONORABLE SIR JOHN A. MACDONALD demande s'il y avait des négociations en marche relative-ment à ces lignes.

L'HON. M. CARTWRIGHT réplique qu'il y avait actuellement des communications, par l'entremise de Sir EDWARD THORNTON avec les États-Unis, et il était à espérer qu'on en arriverait à un arrangement qui permettrait à ce gouvernement de se dispenser de dépenser le fort montant demandé. Les Côtes d'Alaska sont très-épineuses, et il n'y a pas de doute que de tirer une ligne sur le sommet des montagnes serait très-dispendieux. C'est en vue d'effectuer une épargne sous ce rapport que ces négociations sont actuellement en marche. L'item est adopté.

Les items 163 à 169, inclusivement, passèrent sans discussion.

Sur l'item \$12,000, commutation pour la rémission des droits sur les articles importés à l'usage de l'armée et la marine,

Le TRÈS-HON. SIR JOHN MACDONALD demande pourquoi y a-t-il \$2000 d'augmentation ?

L'HON. M. BURPEE dit que le montant alloué jusqu'ici était de \$50, ce qui était insuffisant, des représentations ont été faites par les officiers à Halifax à cet effet et l'augmentation fut allouée.

L'HON. M. TUPPER.—Comme matière de fait, l'augmentation de \$2,000 est la conséquence de la récente augmentation de droits.

L'HON. M. CARTWRIGHT.—En partie pour cela, et en partie de la conséquence de l'augmentation du coût de vivre des dernières années.

L'HON. M. MITCHELL dit que le gouvernement aurait dû faire une investigation afin d'établir le fait préalable de la nécessité de cette augmentation avant de l'imposer. La somme n'était pas considérable, mais le principe d'ajouter une augmentation sur la représentation de ces messieurs, était mauvais. L'item a été adopté.

Sur l'item 168, différentes dépenses dans le Nord-Ouest, non autrement pourvues, \$33,800.

SIR JOHN A. MACDONALD demande pourquoi il y avait une augmentation de \$23,000.

L'HON. M. CARTWRIGHT dit que vu qu'on devait soumettre prochainement un bill comportant des explications en détail, il serait peut-être mieux de laisser la chose dans l'état où elle se trouvait.

Le comité se leva et fit rapport des résolutions.

La Chambre s'ajourne à 10 heures.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Mardi, le 23 Février 1875.

L'ORATEUR prend son siège à 3 heures P. M.

EXTENSION DE TEMPS POUR LA RÉCEPTION DES BILLS PRIVÉS.

M. RYMAL fait motion que le temps pour recevoir des pétitions pour Bills Privés soit étendu à deux autres semaines, et que le temps pour la réception des bills privés soit étendu à la même période.

L'HON. M. HOLTON dit que c'était une affaire d'usage de donner quelque extension de temps au commencement de la session, mais il inviterait son hon. ami le chef de la Chambre d'établir implicitement que cette extension était la seule à laquelle lui, comme chef de la Chambre, donnerait son assentiment. La pratique de venir avec des bills privés à une période avancée de la session, lorsqu'il était impossible de leur donner la considération qu'ils exigeaient fréquemment, était une pratique à laquelle on devait mettre un terme. Les avis donnés suivant les règlements de la Chambre signifiaient quelque chose ou ne signifiaient rien. S'ils signifiaient quelque chose il n'y avait aucune raison pour expliquer pourquoi les demandes pour bills privés ne seraient pas faites devant la Chambre dans le délai prescrit. L'expérience qu'il avait acquise dans un des premiers comités de la Chambre pour bills privés, l'avait amené à la conclusion qu'il était totalement impossible d'apporter le soin et la délibération absolument requis dans les intérêts d'une saine législation sur des